



Mission régionale d'autorité environnementale

Île-de-France

**Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale
après examen au cas par cas dispensant de la réalisation d'une
évaluation environnementale la modification n°3 du plan local
d'urbanisme de Fontenay-sous-Bois (94)**

n°MRAe IDF-2020-5481

La Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France,

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001, du Parlement européen et du Conseil, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-1 à L. 104-8 et R. 104-28 à R. 104-33 relatifs à l'évaluation environnementale et ses articles L.153-36 à 48 relatifs aux procédures de modification des plans locaux d'urbanisme ;

Vu le schéma directeur de la région Île-de-France (SDRIF) approuvé par décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 ;

Vu le plan de prévention des risques de mouvements de terrain (PPRMT) différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols pour 33 communes du Val-de-Marne (dont Fontenay-sous-Bois) approuvé le 21 novembre 2018 ;

Vu le porter-à-connaissance émis par le préfet le 23 juillet 2019 à destination de la commune de Fontenay-sous-Bois et de l'établissement public territorial Paris Est Marne et Bois, suite à la prescription d'un plan de prévention des risques de mouvements de terrain par affaissements et effondrements de terrain par arrêté préfectoral n° 2001/2822 du 1^{er} août 2001 pour 22 communes du Val-de-Marne, dont Fontenay-sous-Bois ;

Vu la décision du Conseil d'État n° 400420 en date du 19 juillet 2017 annulant les articles R. 104-1 à R. 104-16 du code de l'urbanisme issus du décret du 28 décembre 2015, en ce qu'ils n'imposent pas la réalisation d'une évaluation environnementale dans tous les cas où, d'une part, les évolutions apportées au plan local d'urbanisme par la procédure de la modification et, d'autre part, la mise en compatibilité d'un document local d'urbanisme avec un document d'urbanisme supérieur, sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du 27 juin 2001 ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu les arrêtés du 17 avril 2018, du 30 avril 2019, du 18 octobre 2019, du 11 décembre 2019 et du 3 juin 2020 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable;

Vu la décision du 2 juillet 2020 de la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France, portant exercice de la délégation prévue à l'article 17 du décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, annulant et remplaçant la décision du 12 juillet 2018 sur le même objet ;

Vu le plan local d'urbanisme (PLU) de Fontenay-sous-Bois en vigueur ;

Vu la demande relative à la nécessité ou non de réaliser une évaluation environnementale de la modification du PLU de Fontenay-sous-Bois, reçue complète le 1er juillet 2020 ;

Vu la délégation générale et permanente donnée à Philippe Schmit, président de la Mis-

sion régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France, ou, en son absence, à François Noisette, membre permanent de la même mission, le 2 juillet 2020, pour les décisions portant modification de PLU ;

Vu la consultation des membres de la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France faite par le 15 juillet 2020 ;

Considérant qu'une précédente procédure de « modification n°3 du PLU de la commune de Fontenay-sous-Bois » a donné lieu à la décision de la mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France n°2020-5309 du 14 avril 2020 dispensant cette procédure d'évaluation environnementale et que cette procédure n'est pas allée à son terme ;

Considérant qu'un nouvel arrêté prescrivant la modification n°3 du PLU de la commune de Fontenay-sous-Bois a été pris le 16 juin 2020 par l'établissement public territorial « Paris Est Marne et Bois » ;

Considérant que la modification n°3 du PLU de la commune de Fontenay-sous-Bois vise principalement à :

- renforcer la trame verte communale, notamment en procédant au reclassement en zone naturelle N de parcelles actuellement classées en zones urbaines UD (habitat collectif contemporain avec des espaces verts publics) et UBb (habitat mixte, collectif et individuel à intensifier), et en créant deux espaces paysagers protégés et de nouvelles liaisons douces ;
- préciser l'insertion urbaine en affinant certaines règles et définitions (hauteur des constructions, emprise au sol, etc.) ;
- actualiser des zonages et des prescriptions, en particulier dans les secteurs de la gare RER de Val de Fontenay, avec l'ajout :
 - d'un plan de masse portant la hauteur maximale des futurs immeubles de logements autorisés en cœur d'îlot à 35 mètres (contre 22 mètres dans le PLU en vigueur) afin de l'aligner sur celle des programmes de bureaux et logements ;
 - d'un emplacement réservé au droit du futur bâtiment du plan de masse ;
- corriger des erreurs matérielles :

Considérant que le SDRIF identifie le secteur de Val de Fontenay comme à fort potentiel de densification ;

Considérant l'existence sur le territoire communal de risques de mouvements de terrain (liés à l'existence d'anciennes carrières et au phénomène de retrait-gonflement des argiles) identifiés par le projet de modification du PLU, et qu'il conviendra de prendre en compte les prescriptions d'une part du PPRMT du 21 novembre 2018 et d'autre part du porter-à-connaissance du 23 juillet 2019 susvisés ;

Considérant que la présente décision ne préjuge pas des suites qui pourraient être données aux éventuelles saisines de l'autorité environnementale sur les projets, y compris dans le cadre de l'examen eu cas par cas tel que prévu à l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Considérant, au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, que la modification du PLU de Fontenay-sous-Bois n'est pas sus-

ceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine ;
DÉCIDE

Article 1er :

La modification du plan local d'urbanisme (PLU) de Fontenay-sous-Bois n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 2 :

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le PLU peut être soumis par ailleurs.

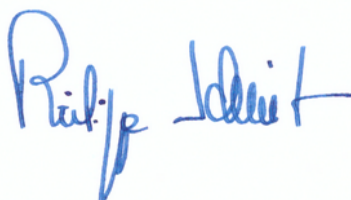
Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de PLU de Fontenay-sous-Bois modifié est exigible si les orientations générales de ce document d'urbanisme viennent à évoluer de manière substantielle.

Article 3 :

En application de l'article R. 104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision sera jointe au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public et sera publiée sur le site internet de la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France.

Fait à Paris, le 17 juillet 2020

Pour la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France,
son président délégué,

A handwritten signature in blue ink, reading "Philippe Schmit". The signature is written in a cursive style with a long horizontal stroke at the end.

Philippe Schmit

Voies et délais de recours

La décision dispensant d'une évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours direct, qu'il soit administratif, préalable au contentieux et suspensif du délai de recours contentieux, ou contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisant, approuvant ou adoptant le plan, schéma, programme ou document de planification.